

« Il n'y a pas de raison de tomber dans l'alarmisme »

Le psychologue légal FSP Jérôme Endrass a mis au point un outil qui facilite l'identification des terroristes potentiels.



L'outil d'évaluation du risque Octagon peut être utilisé aussi bien en cas d'extrémisme que de violence domestique.

JOËL FREI

Jusqu'à présent, la Suisse a été préservée des attaques de terroristes islamistes. Pourquoi ?

Oui, fort heureusement, nous avons été préservés. Cela s'explique sans doute par une prévention très efficace. La Suisse est par ailleurs un petit pays, où il est relativement facile d'avoir une vue d'ensemble claire de la situation. S'ajoute à cela un système de santé adéquat.

Quel rôle joue l'idéologie dans ce type de passages à l'acte ?

Certaines personnes sensibles aux idéologies trouvent dans le salafisme une légitimation de la violence. Pour nous, les experts en forensique, ce n'est rien de nouveau: seuls très peu de délinquants violents ne cherchent pas à légitimer leurs actes. On a pendant un temps pensé que les islamistes s'imprégnaient intensivement de la doctrine religieuse et que, leurs convictions vivement renforcées, ils finissaient par se décider à partir en zone de guerre en Syrie. C'est faux. Le vrai déclencheur de la violence est la personnalité de l'individu. Entre la moitié et les trois quarts des djihadistes présentent un passé criminel. Ce n'est pas vraiment surprenant: ce ne sont pas les élèves pacifiques des écoles coraniques qui prennent les armes du jour au lendemain.

Comment parvenir à maîtriser le problème de la violence chez les jeunes ?

La Suisse gère très bien ce problème depuis longtemps. Nous n'avons encore jamais connu d'attentat dans une école. Ceci alors même que chaque jeune tireur pouvait, il y a encore quelques années, avoir un fusil d'assaut et des munitions à la maison. Compte tenu de la densité d'armes à feu, le peu d'incidents enregistrés est remarquable. Il n'y a pas de raison de tomber dans l'alarmisme. Nous abordons le problème avec pragmatisme. Bien sûr, certaines personnes sont disposées à faire usage de la violence. Mais, jusqu'à présent, nous avons toujours réussi à intervenir à temps.

Dans un entretien accordé à la presse, vous avez déclaré que près de 50 millions de personnes dans le monde soutiennent le djihad idéologiquement. Mais seule une poignée

d'entre elles sont prêtes à commettre des attentats. Comment trouver l'aiguille dans la botte de foin ?

Nous avons appris beaucoup des cas de violence domestique. Les problématiques sont similaires: des centaines, voire des milliers de personnes se distinguent par leur comportement menaçant ou agressif dans le canton de Zurich. Mais, là aussi, seule une poignée d'entre elles commet des actes de violence graves. En collaboration avec un ministère du gouvernement allemand, nous avons étudié les particularités des auteurs d'attentats dans les écoles. Le profil obtenu est très hétérogène: certains sujets étaient atteints de psychoses, d'autres affichaient une personnalité difficile. Nous avons constaté que tous ces jeunes s'étaient fait remarquer d'une façon ou d'une autre.

Pouvez-vous citer un exemple ?

L'un d'entre eux était très impulsif, avait une personnalité sadique et dominante, ainsi qu'un intérêt marqué pour les armes. Notre étude montre qu'il n'est pas très pertinent de rechercher un point commun à tous les auteurs d'attentats. Ces derniers présentent des caractéristiques bien trop différentes. Nous avons donc cherché à établir s'il existait un schéma récurrent, à détecter la présence de certains facteurs de risque au sein de différentes dimensions. Et, effectivement: tous présentaient une combinaison particulière de facteurs de risque importants, que ce soit par exemple en termes

«Ce ne sont pas les élèves pacifiques des écoles coraniques qui prennent les armes.»

de psychopathologie, de personnalité ou encore de contexte social. Dans tous les cas, c'est la combinaison de différents facteurs de risque qui s'est révélée déterminante. Une psychose seule ne suffit pas à expliquer un attentat.

Pour évaluer ces différentes dimensions, vous avez mis au point le logiciel «Octagon». Quand est-il utilisé ?

Octagon analyse les facteurs de risque dans huit différentes dimensions. Il s'agit avant tout d'un instrument de gestion des menaces destiné à la police. Il a toutefois aussi été conçu pour d'autres catégories pro-

fessionnelles: il devrait également être utilisé par les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, ainsi que dans les cliniques psychiatriques. Hans-Jürg Käser, le président de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), a déclaré dans le téléjournal suisse allemand que le logiciel Octagon se prêtait à une utilisation à l'échelle du pays dans le cadre d'une stratégie nationale. Cet outil peut être mis en œuvre pour différentes problématiques: quérulence, violence domestique, harcèlement, extrémisme.

Peut-on mettre toutes ces problématiques dans le même panier ?

Étonnamment, oui. Il n'y a pas de raison de les différencier. Il s'agit de phénomènes similaires vus sous des angles distincts. Les individus concernés présentent tous, dans divers contextes, un comportement menaçant. Il peut s'agir d'un homme qui bat sa compagne ou ses enfants, ou alors d'un individu qui diffuse les messages d'organisations extrémistes sur internet. Leur point commun est l'inquiétude d'une personne proche.

Quels sont les retours des policiers qui testent actuellement cet outil ?

Ce que je retiens principalement des retours des acteurs clés de la gestion des menaces, majoritairement des policiers et des psychologues, c'est que le logiciel Octagon les aide à mieux comprendre les cas étudiés et leur permet d'identifier plus clairement les mesures concrètes à mettre en œuvre.

C'est-à-dire ?

Dans un petit nombre de cas, nous recourons à des mesures pénales répressives. Ces solutions, comme la détention, ne sont cependant pas les seules à disposition. Les personnes en charge de la gestion des menaces réfléchissent aussi aux acteurs qui peuvent être impliqués pour désamorcer la situation. Il est possible d'engager un contact proactif avec les auteurs potentiels de violence: un policier peut, par exemple, prendre régulièrement contact avec la personne concernée. La police cantonale de Zurich travaille par ailleurs en étroite collaboration avec le service ambulatoire de psychologie légale, dont les spécialistes apportent leur soutien durant la phase d'évaluation, et ensuite pour la gestion. Ils peuvent ainsi assurer un suivi sociopsychiatrique des auteurs de troubles. En cas de besoin, ils font intervenir des travailleurs sociaux ou les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte.

Quel rôle joueront les big data à l'avenir dans la prévention des actes de violence ?

Les big data ne sont pas d'une grande aide. Quand on examine les différents cas, il ressort clairement que les auteurs présentent généralement une combinaison de caractéristiques très nettes et flagrantes. Une surveillance des comptes Facebook de jeunes à problèmes, par exemple, générerait très vite une liste de plusieurs centaines de criminels potentiels. Or, une liste de plusieurs milliers de personnes n'est d'aucune utilité: que faire d'une liste qui ne cesse de s'allonger? La principale difficulté consiste à délimiter un cercle de personnes. Nous devons impérativement empêcher les « faux positifs », autrement dit la présence de personnes inoffensives sur la liste. Beaucoup de jeunes publient des bêtises sur internet. Ce sont généralement les mêmes qui se font remarquer à l'école. Tôt ou tard, leurs enseignants s'inquiètent à leur sujet, ou alors ils passent carrément à l'acte. Mais il y a aussi une minorité de criminels qui préparent leur crime pendant plusieurs années en toute discrétion, sans attirer l'attention. Dans ce cas-là, la prévention atteint ses limites, et les big data ne sont pas la solution. ♦

L'INTERVENANT

Le psychothérapeute et psychologue légal FSP Jérôme Endrass a étudié à l'Université de Zurich, où il a soutenu sa thèse en 2008. Depuis 2011, il est professeur associé à l'Université de Constance, où il dirige le groupe de travail de psychologie médico-légale. Jérôme Endrass dispose de plus de 20 ans d'expérience dans la recherche en psychiatrie et la pratique clinique. Depuis 2017, il est responsable de département à l'Office de l'exécution judiciaire du canton de Zurich. Avant de mettre au point le logiciel Octagon, il a aidé les autorités allemandes à élaborer l'outil de détection de la dangerosité RADAR-iTE, axé sur les actes de violence motivés par l'idéologie islamiste.